

## **Introduction à la table ronde : « les enjeux politiques de la mesure de l'ESS »**

Remerciements.

Introduction : enjeux de ce webinaire par rapport à la vocation de l'ADDES. Rappel du rôle clé de l'ADDES pour la construction dans notre système de comptabilité nationale du compte satellite des associations. Rappeler l'adage « ce qu'on ne compte pas, ne compte pas ».

Volonté dans ce propos introductif de dépasser le sens étroit du qualificatif « politique » du titre pour élargir nos horizons de réflexions et prendre de la hauteur. En conséquence je présenterai deux angles d'analyse :

- L'épistémologie de la mesure
- Qui commande la mesure ?

### **1° La dimension épistémologique de la mesure.**

Il serait souhaitable que l'ADDES, comme une association pleinement inscrite dans l'univers des SHS, peut-être avec d'autres sociétés savantes de ce secteur contribue à une véritable réflexion sur ce que veut dire la mesure dans le monde des SHS. A trop vouloir singer le monde des sciences dites dures ne finit-on pas par dénaturer la démarche de sa spécialité pour prétendument la rendre scientifique ; l'exemple (illustré dans le dernier numéro d'alternative économique est celui de l'économétrie versus l'économie politique).

Même le monde des sciences dures a connu des obligations de rupture épistémologique avec des mutations telles que le passage de la physique newtonienne au passage à la physique quantique. Ceci a conduit à ce que la définition du mètre ou de la seconde ont profondément changé. Ce sont des invariants qui ont mutés.

Pour l'illustrer, je vous renvoie au passage l'article de Henri VOLKEN « mesure pour mesure<sup>1</sup> »

« Les sciences sociales, dont le but est de comprendre et décrire la manière dont les personnes interagissent en groupes, utilisent des concepts globaux comme les attitudes, les motivations, les préférences, ou dans le domaine économique, de production, de consommation, d'inflation. Ces concepts ne sont pas mesurables directement et nécessitent une construction théorique pour les approcher empiriquement. Cela peut se faire, dans les meilleurs cas, rigoureusement, mais au prix d'un effort souvent considérable, par la méthodologie de la mesure conjointe. Quoi qu'il en soit, cela demande toujours l'établissement d'un ensemble de conventions si l'on veut partager et communiquer les résultats. Dans toutes ces situations, il n'est pas toujours très clair ce que l'on mesure exactement, et si ce que l'on mesure est ce qu'on prétend étudier. »

Il est donc indispensable en amont des débats techniques incontournables et indispensables de revenir sur les questions posées par Henri Volken.

---

<sup>1</sup> Revue des sciences sociales 192 2 juillet 2007

Dans ce domaine je souhaiterais rappeler les ravages que peut faire la confusion volontaire ou non entre les inférences et les corrélations. Un peu de rigueur de raisonnement et de méthodologie serait fort utile. Je pense aux critiques apportées contre les « randomistas » du MIT. Certes aujourd'hui ils ont un prix de la banque centrale de suède, pompeusement qualifié de prix Nobel ; L'une d'entre elle est française. Mais je vous invite à regarder leurs travaux du point de vue épistémologique.

Dans sa démarche épistémologique le secteur des SHS devrait beaucoup s'inspirer des réflexions de méthodologie du secteur médical. Pour faire simple il y a des prises de mesure quantifiables par exemple la température, il y a des indicateurs subjectifs tels que l'expression de la mesure de la douleur ou des données dont le recueil ou interprétation sont opérateur dépendant. Deux opérateurs ne réaliseront pas et liront pas identiquement une échographie. Les trois éléments sont utiles mais n'ont pas le même usage dans l'anamnèse de la maladie. Qui fait voire pire qui sait faire ce distingo dans les SHS ?

Enfin le monde médical dont la matière de mesure est l'humain a introduit des règles d'éthique sur la manière de conduire la recherche. Je peux vous dire que je considère que dans le monde de l'action à impact au nom de la prétendue rigueur scientifique de la démarche en double aveugle, des docteurs Mengué du social agissent. Exemple as de la santé ou de l'éducation. A quant des règles d'éthiques dans la recherche dans les SHS ?

2° Qui commande la mesure ?

Sur point il est important de se demander pourquoi l'Homme mesure ?

Voici ce que nous rappelle Grégory Chambon dans le propos introductif d'une journée d'études l'EHESS sur nouvelles approches en SHS des pratiques et représentation des poids et mesures.

« L'historien de l'économie Harald Witthöft distingue ainsi deux façons de penser la mesure et, au-delà, deux cultures des pratiques métriques : une ancienne, ancrée dans l'environnement matériel, qui, avec sa multitude de poids et de mesures, s'adapte aux besoins quotidiens, au négoce des marchands et au pragmatisme des activités économiques à différentes échelles, et une moderne, détachée du monde sensible avec une conception abstraite et scientifique des poids et mesures, érigée en langage universel et gouvernée par des normes garantissant les échanges au niveau mondial. »

On retrouve ici les deux axes de notre webinaire les mesures réalisées par les mouvements et les mesures réalisées par la puissance publique.

Comme le rappelle Alain Desrosières dans ses ouvrages<sup>2</sup> les données ne tombent pas du ciel, « les données ne sont pas données ». il faut les « fabriquer ». C'est un travail humain trop humain.

La mesure sert d'abord aux opérateurs pour donner à percevoir ce qu'ils font depuis leur angle de vue pour afficher leurs ressemblances mais aussi leurs différences avec leurs semblables et échanger avec eux.

Mais il y également la deuxième dimension bien connue depuis l'antiquité au travers du recensement du souverain qui servait de base à l'assujettissement à l'impôt. Dans ce domaine, La mesure est un acte de souveraineté.

---

<sup>2</sup> « L'argument statistique pour une sociologie historique de la quantification » et « gouverner par les nombres »

Il est ici intéressant de rappeler ce qui disait Benjamin Lemoine dans la revue d'anthropologie des connaissances <sup>3</sup>la statistique est « une science de gouvernement ». A ce titre il cite Desrosières : « *Le mot lui-même l'indique, la statistik allemande du 18<sup>e</sup> siècle était une description organisée de l'État, directement destinée au prince* »

Sans nous en rendre compte nous sommes passés d'un gouvernement par les nombres (Desrosières) à une gouvernance par les nombres<sup>4</sup> (Alain Supiot). Ceci conduit à des évolutions majeures que je veux mettre en exergue pendant longtemps le travail de mesure était comparable à celui du des géographes qui établissent les cartes comment utiliser des représentations qui reportent fidèlement le terrain. D'où les querelles techniques sur la science de la cartographie. Mais que nous apporte l'analyse d'Alain Supiot il y a risque de « substituer la carte au territoire » Ceci est très bien résumé par la présentation de martine Bocquet<sup>5</sup> du cours d'Alain Supiot : « Le « *déni de pensée* » est reconnu pour caractériser un travail méconnaissant la condition humaine, mais l'on pense moins au « *déni de réalité* ». Celui-ci « *advient lorsque l'on coupe le travail de manipulation des symboles de toute expérience des réalités sous-jacentes à cette symbolisation.* ». Celui-ci « *substitue la Carte au Territoire ; il congédie les faits au profit de leur représentation imaginée* » (p. 331). « *Nourri par le scientisme et le fétichisme du chiffre* », ce déni de la réalité, « *cette déconnection du réel expose au risque d'un délire* », lequel recèle un potentiel meurtrier, semblable à celui du fanatisme religieux, l'un et l'autre se nourrissant aujourd'hui mutuellement, soit un délire fondé sur le chiffre contre un autre fondé sur la lettre prise dans son sens premier (p. 332). » L'exemple de cette dérive est aujourd'hui de définir les critères du confinement en période covid sur la base des codes NAF.

Je voudrais en terminer en appelant votre attention sur la dépossession de la souveraineté de la puissance publique vers les financiers L'exemple bien connu est bien sûr le développement du référentiel comptable international IFRS entre les mains d'une fondation privée au service du reporting financier, mais il en est de même aujourd'hui dans le domaine de l'information extra financière qui est contrôlée par des agences de notation totalement immergées dans le monde de la finance. Enfin une bonne partie de la finance à impact a été créée pour créer de nouvelles catégories d'actifs financiers après le scandale des subprimes.

En conclusion, la mesure n'est jamais neutre elle est au service de l'exercice d'une souveraineté et je le dis devant nos amis de l'OCDE elle fait partie des éléments d'un soft power. Lorsque l'Europe souhaite mesurer l'ESS je ne pense pas que ceci puisse se réduire à utiliser les concepts de nos amis américains qui ont un autre modèle économique et social que celui de la société américaine. Reconnaître ces différences rend d'autant plus utiles le dialogue et les échanges comme ceux réalisés sous l'égide de l'ADDES ou d'autres organisations<sup>6</sup> de recherche.

Merci

---

<sup>3</sup> Revue 2009/2

<sup>4</sup> Cour au collège de France

<sup>5</sup> Revue française des sciences de l'information et de la communication

<sup>6</sup> Cf appel à communication du CIRIEC